

Système fiscal et croissance économique, Etude empirique: Cas du Maroc

[Tax system and economic growth, Empirical study: Case of Morocco]

Mohammed Amori¹ and El Mokhtar Zbair²

¹Département des Sciences Economiques,
Université Mohammed V, Faculté des Sciences Juridiques et Economiques,
Rabat-Agdal, Maroc

²Department de l'Enseignement supérieur,
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres,
Rabat, Maroc

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the ***Creative Commons Attribution License***, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: This article aims to test the impact of the tax system on economic growth in Morocco. Firstly, we analyze the interaction relationship between changes in tax revenues and GDP. Secondly, we test empirically the impact of taxation by an econometric model of economic growth. In the model, two variables are adopted to represent the effect of taxation: Tax-To-GDP Ratio and tax reform effect.

KEYWORDS: Tax system, economic growth, tax revenues, GDP, econometric model.

RESUME: Cet article a pour objectif de tester l'impact du système fiscal marocain sur la croissance économique, à travers, dans un premier lieu, la détermination de la relation d'interaction entre les variations des recettes fiscales et celles du PIB, et dans un deuxième lieu, le teste d'impact de la fiscalité, sur la base d'un modèle économétrique, sur la croissance économique. Dans le modèle adopté, en plus de l'ensemble des variables du contrôle retenues, la fiscalité est représentée à la fois par l'effet de la réforme fiscale, adoptée par le Maroc depuis 1986 à 2014, et par le taux de pression, alors que la croissance économique est représentée par le PIB.

MOTS-CLEFS: Fiscalité, système fiscal, croissance économique, recettes fiscales, PIB, modèle économétrique.

1 INTRODUCTION

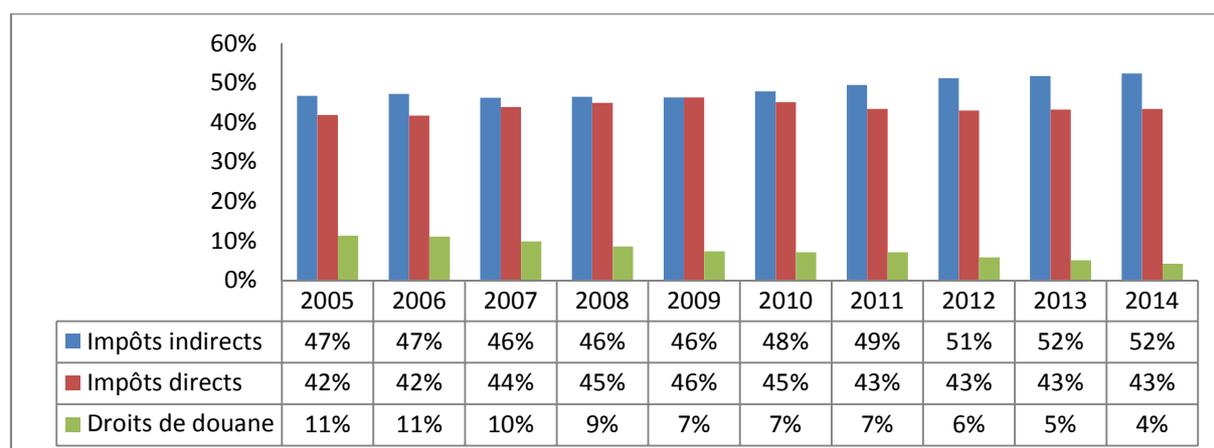
Aujourd'hui, l'impôt est devenu un facteur de plus grande rationalité dans le comportement des agents économiques, et un outil d'orientation des activités économiques dans le cadre des politiques économiques établies par les États. C'est pour cela que de la fiscalité se trouve parmi les instruments les plus utilisés pour orienter l'économie, et, par conséquent, rendre le système fiscal un instrument déterminant de la croissance économique.

Le test d'impact du système fiscal marocain sur la croissance économique est un exercice difficile, en ce sens la difficulté principale est de déterminer dans quelle mesure les résultats observés en matière d'évolution des variations de PIB peuvent être associés aux mesures fiscales adoptées. Le problème peut être plus compliqué dans le sens ou même l'identification des résultats potentiels est difficile par le fait que les effets indirects et les effets d'entraînement peuvent être très variés et n'est pas facile à cerner.

En outre, Afin de tester l'impact du système fiscal marocain sur la croissance économique, nous allons préalablement présenter le profil du système fiscal marocain à travers le suivi de la structure des recettes fiscales. Puis dans un premier lieu, la détermination de la relation d'interaction entre les variations des recettes fiscales et celles du PIB. Et enfin dans un deuxième lieu, à l'estimation économétrique de la relation entre fiscalité et croissance économique, à travers un modèle économétrique, testant le lien, direct entre la fiscalité, représentée par l'effet de la réforme fiscale depuis 1990 à 2014 sous forme d'une variable dum, et la croissance économique représentée par le PIB, plus un ensemble des variables du contrôle: Investissement, Consommation, Exportations, Dépenses publiques, et Importations. La base des données, des variables retenues, servie pour l'établissement de ce modèle a été construite, par nos soins, sur la base des données officielles du Ministère de l'Économie et des Finances.

2 STRUCTURE DES RECETTES FISCALES

D'après le suivi de la structure des principales recettes de l'Etat à savoir, les impôts directs et indirects¹ et les droits de douane, nous constatons, à côté de la baisse de la part des droits de douane dans les recettes fiscales suite au processus de démantèlement douanier entamé par le Maroc depuis 2000, une prépondérance des impôts indirects dans la composition des recettes fiscales marocaines (Cf. graphique 2), contrairement aux pays développés où c'est souvent l'impôt direct qui est le plus représentatif de la recette fiscale. Au Maroc, et à l'instar des PVD, la prépondérance des impôts indirects est expliquée notamment par l'importance de l'économie informelle dans la structure du PIB, de la fraude et de l'évasion fiscale, du faible taux de fiscalisation, de la fiscalisation inégale entre les secteurs, et de l'insuffisance du contrôle. Ces handicaps freinent l'accroissement des ressources fiscales directes basées sur le revenu, et au contraire poussent l'État à s'attacher fortement à la fiscalité indirecte, et par conséquent affichent le problème de la non maîtrise de l'instrumentalisation de la fiscalité directe au service de la croissance économique.



Graphique 1 : Evolution de la structure des recettes fiscales

De même l'analyse du taux de concentration des recettes fiscales par impôts permis de constater que les recettes fiscales sont plus concentrées sur les impôts sur la consommation avec un taux de 75%, alors que les impôts sur le capital ou l'investissement ne représente que 19% des recettes fiscales, ce qui confirme la prépondérance des impôts indirects dans la structure des recettes fiscales, et reflète par conséquent le poids de la pression fiscale sur la consommation.

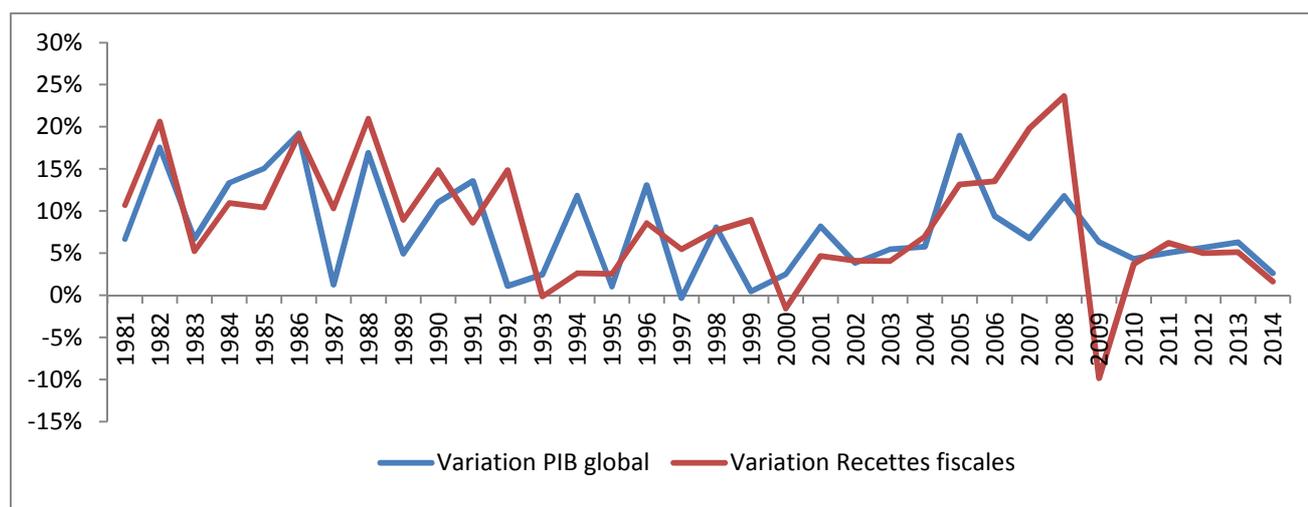
¹ La part de 30% des recettes de la TVA transférée de l'Etat aux collectivités est non incluse.

Tableau 1. Concentration des recettes fiscales, année 2014

Catégorie d'impôt	Impôts	Part dans les recettes fiscales ²	
Impôt sur consommation	IR	17%	75%
	TVA	40%	
	TIC	11%	
	DET	7%	
Impôt sur Investissement	IS	19%	
Droit de douane		4%	
Autre impôts		2%	
Total		100%	

3 INTERACTION ENTRE RECETTES FISCALES ET PIB

Dans le cadre de suivi de la relation d'interaction entre les variations des recettes fiscales et celles de PIB, l'évolution des recettes fiscales doit être généralement proportionnelle à la croissance économique du pays. Ainsi, la hausse ou la baisse des rentrées fiscales devrait logiquement suivre celles du PIB, ce qui correspond relativement à la réalité marocaine (cf. Graphique 1). Cependant, cette proportionnalité est une condition nécessaire mais non suffisante pour juger l'existence de relation saine entre la fiscalité, représentée par les recettes fiscales, et la croissance économique, représentée par le PIB. Cependant, l'élasticité des recettes fiscales par rapport au PIB montre le contraire (Cf. Graphique 2).



Graphique 2: Variation annuelle du PIB et des recettes fiscales

En termes d'élasticité du système fiscal, qui peut nous informer comme un indicateur sur le degré de réaction entre la fiscalité et la croissance économique, nous pouvons constater, la faible élasticité des recettes fiscales par rapport au PIB (global ou non agricole)³, qui traduit la faible élasticité du système fiscal marocain par rapport à son contexte économique, et par conséquent l'insuffisant de son impact sur la croissance économique.

² Y compris la part de 30% des recettes de la TVA transférée par l'Etat aux collectivités locales.

³ Nous retenons les variations du PIB non agricole en raison de l'exonération fiscale du secteur agricole au Maroc depuis les années quatre-vingts jusqu'à l'année 2014.

En effet, Le test de Dickey-Fuller de stationnarité de la série temporelle des élasticités Recettes fiscales par rapport au PIB montre qu'elle est stationnaire puisque la statistique de Dickey-Fuller est largement inférieure à la valeur critique comme le montre le tableau suivant :

Tableau 2. Test de stationnarité

Test de Dickey-Fuller sans tendance	Valeur critique	Test de Dickey-Fuller avec tendance	Valeur critique
-6,28	-3	-6,27	-3,60

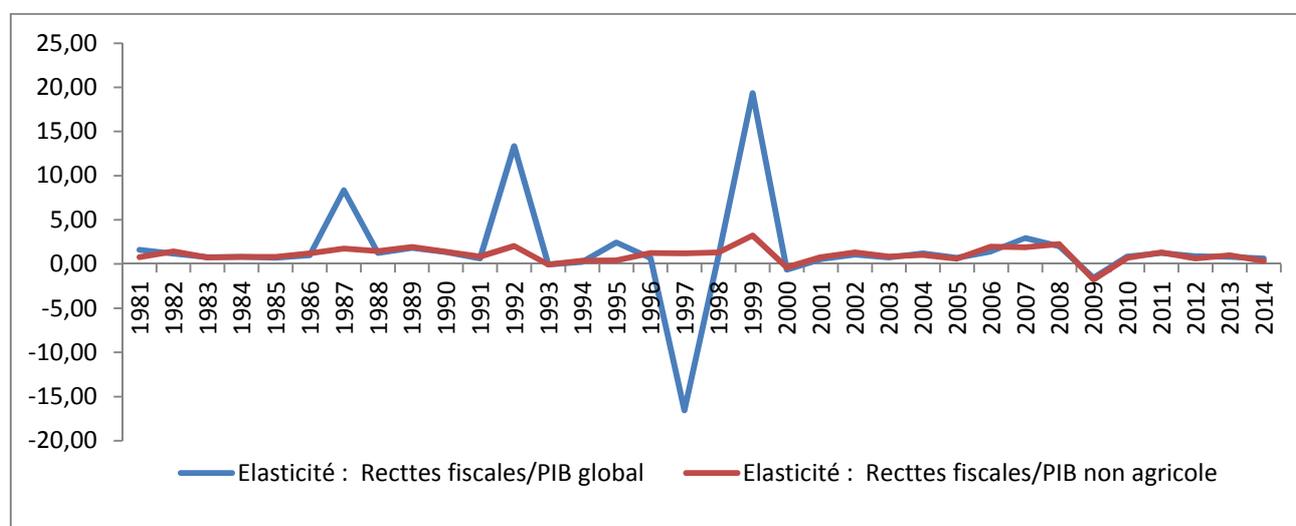
Ainsi l'élasticité η_t peut s'écrire comme suit :

$$\eta_t = \mu + \varepsilon_t$$

Où : μ est une constante (l'élasticité moyenne) et ε_t est un bruit blanc.

Le test classique de Student sur μ montre qu'elle n'est pas significative ($t=0.30$ inférieure largement à la valeur critique $t^c = 2.04$). En d'autres termes l'élasticité entre les recettes fiscales et le PIB est en moyenne nulle.

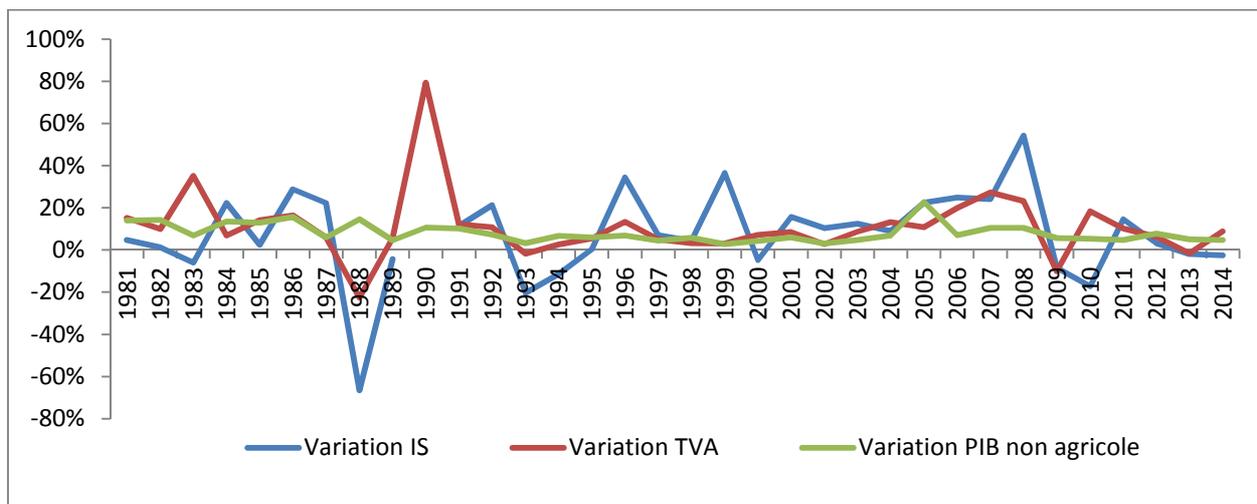
Ce résultat nous permet de déduire clairement la faible instrumentalisation de la fiscalité au service de son contexte économique pour le cas marocain. Cette faiblesse et volatilité ne sont pas tout à fait étrangères à la structure du système fiscal lui-même. En effet, celui-ci exonère délibérément certains secteurs qui sont les plus fortement générateurs de surplus (Certaines activités agricoles à caractère industriel, codes d'investissements industriels et de service comme c'est le cas du tourisme). Au vue de la description de l'évolution des recettes fiscales, on peut dire que celles-ci se caractérisent par une certaine instabilité. Cette dernière provient ainsi des particularités du système fiscal et ses contraintes, à savoir la faiblesse des impôts directs, la fiscalisation inégale suivant les secteurs, et enfin l'importance de l'évasion et de la fraude fiscale, et la multitude des exonérations.



Graphique 2: Elasticité des recettes fiscales par rapport au PIB global et non agricole

D'après l'observation des données fiscales relatives à la variation des recettes par nature d'impôts au Maroc (Cf. Graphique3), nous pouvons soulever deux constats principaux : le premier est que la croissance affecte différemment les recettes des impôts selon leur assiette, c'est à dire les recettes de la TVA qui touche la consommation et celles de l'IS qui touche les investissements. Le deuxième s'articule autour de son effet sur les recettes fiscales, il peut aussi se produire avec un décalage dans le temps en fonction de la matière imposée. Pour ces raisons, il n'est pas aisé de mesurer avec précision l'effet de la croissance sur les recettes fiscales ou vice versa. En effet nous constatons (Cf. Graphique3) une amélioration de la conjoncture qui se traduit par une augmentation plus que proportionnelle des recettes de chaque impôt en raison du nombre accru de sociétés imposées et des mesures discrétionnaires menées par l'Etat, mais avec un retard qui varie en

fonction de l'importance des reports déficitaires et des crédits de TVA des sociétés des années précédentes, et la sincérité de ses déclarations.



Graphique 3 : Variation des recettes de l'IS, la TVA, et le PIB non agricole

4 TEST EMPIRIQUE DE L'IMPACT DU SYSTEME FISCAL MAROCAIN SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

4.1 SPÉCIFICATION DU MODÈLE

Dans la littérature un grand nombre d'études ont examiné empiriquement à l'aide de modèles économétriques l'impact de la fiscalité sur la croissance économique, voir [1], [2] pour une référence à ces études.

Les modèles économétriques utilisés sont généralement de la forme :

$$y_t = a + x_t' \beta + f_t' \gamma + e_t$$

Où : y_t est le taux de croissance économique, f_t est un ensemble de variables traduisant la politique économique, x_t regroupe un ensemble de variables de contrôle et e_t est le terme d'erreur.

Dans cet article on adopte un modèle de la forme :

$$y_t = a_0 + a_1 X_t + a_2 F_t + a_3 (F * dum)_t + e_t \quad (*)$$

Où:

y_t : Logarithme du PIB par tête en volume;

X_t : Logarithme du FBCF (i_t) en volume par tête et le volume des importations rapportées au PIB (m_t) comme variables de contrôle ;

F_t : Le taux de pression fiscal définit comme le rapport des recettes fiscales au PIB ;

dum : Une variable binaire introduite pour mesurer l'impact des réformes fiscales, menées au Maroc depuis 1990, sur la croissance économique. Elle est définie comme suit :

$$dum_t = \begin{cases} 0 & , t < 1990 \\ 1 & , t \geq 1990 \end{cases}$$

4.2 METHODOLOGIE D'ESTIMATION DU MODELE

Pour estimer le modèle précédent on fait appel un modèle de type ARDL (p,q), Autoregressive distributed lag model, un tel modèle permet d'une part d'estimer à la fois à la relation (*) à court et à long terme et d'autre part de vérifier la cointégration des variable hypothèse nécessaire à la validité de l'équation (*), voir [3], [4].

Pour notre cas, le modèle s'écrit comme :

$$\Delta y_t = a_0 + \sum_{k=1}^p a_k \Delta y_{t-k} + \sum_{l=0}^q b_k \Delta i_{t-l} + \sum_{l=0}^q b'_k \Delta m_{t-l} + \sum_{l=0}^q c_k \Delta F_{t-l} + \sum_{l=0}^q c'_k \Delta (F * dum)_{t-l} + d_1 y_{t-1} + d_2 i_{t-1} + d_3 F_{t-1} + d_4 (F * dum)_{t-1} + e_t$$

4.3 RÉSULTATS

4.3.1 TEST DE LA STATIONNARITE DES SERIES

Pour tester la stationnarité des séries, on utilise le test de Dickey-Fuller augmenté, le tableau ci-dessous récapitule les résultats obtenus qui montrent la non stationnarité des différentes séries étudiées.

Tableau 3. Teste de stationnarité

	Test de Dickey-Fuller augmenté	
	Sans tendance	Avec tendance
y_t	-2,14 ^{***}	-2,46 ^{***}
i_t	-0,41 ^{***}	-2,24 ^{***}
m_t	-0,39 ^{***}	-2,06 ^{***}
F_t	-2,2 ^{***}	-2,92 ^{***}
$(F * dum)_t$	-1,62 ^{***}	-1,46 ^{***}

^{***} significatif à 1%

4.3.2 ESTIMATION DU MODÈLE

Sur la base du critère d'information d'Akaike, on a retenu un modèle d'ordre (1,0). La statistique de Fisher testant la présence d'une relation de long terme entre les variables (cointégration des variables) a pour valeur 4,88 > 4,01, la valeur critique voir [4], ce qui ne rejette l'hypothèse de cointégration d'où le bienfondé de la relation (*). Le tableau ci-dessous récapitule l'estimation des différents paramètres du modèle.

Tableau 4. Paramètres estimés du modèle

	coefficient	Ecart type	p-value
Equation de court terme			
Δy_{t-1}	-,323	,132	,023
Δi_t	,474	,086	,000
Δm_t	-,576	,268	,043
ΔF_t	-1,076	,582	,078
$\Delta (F * dum)_t$,075	,168	,658
Equation de long terme			
i_{t-1}	0,91	,140	,080
m_{t-1}	-0,63	,335	,598
F_{t-1}	-7,26	,709	,008
$(F * dum)_{t-1}$	0,72	,143	,168
R^2		0,78	
\bar{R}^2		0,68	
DW		2,07	

L'estimation du modèle montre d'une part, l'absence d'un effet significatif des réformes fiscales menées sur la croissance économique à court terme, et d'autre part, la présence d'un effet positif à long terme peu significatif. Ce qui démontre que l'effet de la fiscalité sur la croissance économique est non vérifié.

5 CONCLUSION

Les résultats dégagés d'après le suivi de la relation d'interaction entre les variations des recettes fiscales et celles du PIB et d'autre part le test d'impact de fiscalité sur la croissance économique, sur la base d'un modèle économétrique, ont démontré que l'effet de la fiscalité sur la croissance économique est non vérifié, et par conséquent nous pouvons déduire que la fiscalité n'est pas encore un instrument bien maîtrisé entre les mains de l'État pour agir certainement sur la sphère économique. Cette non maîtrise provient des particularités du système fiscal et de ses contraintes, à savoir le poids du secteur informel, la faiblesse des impôts directs, la fiscalisation inégale suivant les secteurs, et la multitude des exonérations.

REFERENCES

- [1] N.Benos, "Fiscal policy and economic growth: empirical evidence from EU countries," rapport de recherche, center for the Planning and Economic research in Athens, 2009.
- [2] A. Shahid, A. Naved, "The effect of fiscal policy on economic growth: empirical evidences based on time series data from Pakistan," *The Pakistan Development Review* Winter, pp. 497-512., 2010.
- [3] M.H. Pesaran, Y. Shin, "An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis," *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century: the Ragnar Frisch Centennial Symposium*. Cambridge Univ. Press, Cambridge, pp. 1-31. Chapter 11, 1999.
- [4] Pesaran, M.H., Shin, Y., Smith, "Bounds testing approaches to the analysis of level relationships," *Journal of Applied Econometrics*, Vol 16, pp. 289 – 326, 2001.
- [5] Ministère des finances et de l'économie du Maroc, "Base de données des finances publiques", 2015.